



Monsieur le Président de la République
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 Paris

Copie : Monsieur le Premier Ministre

Paris, le 22 mai 2020

Monsieur le Président de la République,

Nous nous réjouissons que le gouvernement poursuive l'ambition que les vacances soient accessibles à chacun(e). Une ambition aussi indispensable que complexe à mettre en œuvre compte tenu des données sanitaires. Aussi, attendons-nous un véritable plan-vacances doté des moyens nécessaires.

Nous souhaitons vous faire part de notre préoccupation notamment face au risque que ferait peser l'ouverture du marché des chèques vacances à la concurrence, sur l'aide apportée aux vacances des ménages les plus fragiles et modestes.

Notre collectif associatif (Vacances, ensemble faisons vivre la solidarité !) se mobilise depuis plusieurs années pour que les familles, les jeunes, les enfants, les personnes âgées et/ou isolées vivant dans la précarité puissent partir en vacances.

Dans ce contexte de crise sanitaire, cette mobilisation est encore plus prégnante. Le ressourcement et les vacances sont d'autant plus nécessaires que le confinement a été très difficile à vivre, notamment par les familles et les personnes vivant dans des logements exigus, celles en situation de précarité ou d'isolement. Nos organisations ont la volonté de les accompagner, de les aider à partir. Nous avons tous en tête ces mamans seules qui ont vécu enfermées, n'autorisant leurs enfants ni à sortir, ni même à aller sur le balcon. Ce temps estival est essentiel pour souffler et recréer du lien social, découvrir de nouveaux espaces, réparer les corps et les esprits et se donner l'allant pour une nouvelle année qui ne manquera pas de difficultés. Dans ce contexte l'accès aux vacances ne doit pas constituer une inégalité sociale de plus.

Le gouvernement n'agit pas seul ; les politiques de soutien aux départs en vacances des CAF, des MSA, de l'ANCV, de certaines régions sont indispensables pour permettre la réalisation de cette ambition. Ces politiques devraient être renforcées. Or, l'une d'entre elle, celle de l'ANCV est menacée.

L'ANCV, établissement public à caractère industriel et commercial, administré de façon paritaire sous la tutelle du gouvernement, depuis sa création en 1982, outre la diffusion du chèque-vacances (4,6 millions de bénéficiaires directs et 10 millions quand on inclut les membres de leurs familles), met en œuvre une politique

sociale des vacances en faveur de tous les publics qui en sont exclus (280 000 bénéficiaires en 2018, familles, adultes, jeunes, seniors soit 93€ par personne pour un montant annuel de plus de 26 millions d'Euros).

Il est indispensable que l'Agence ait les moyens de poursuivre le développement de sa politique sociale. Lorsque le Chèque Vacances se développe auprès de tous les salariés, du secteur privé et du secteur public, la politique sociale peut être encore plus ambitieuse. C'est le mécanisme vertueux que porte l'ANCV; il est essentiel et il est le fruit du monopole dont elle dispose. C'est ce monopole qui est aujourd'hui mis en cause par des acteurs du secteur lucratif !

La solidarité au travers de la politique sociale de l'ANCV est financée par la commission versée à l'émission et au remboursement des chèques vacances. Le taux actuel de 3,5% (1%+2,5%) le permet.

Ce taux reste acceptable pour tous les acteurs et il est en tous cas inférieur aux taux pratiqués par les autres "chèques" actuellement sur le marché qui frôlent parfois les 10%. De plus, 50% de cette commission alimente la politique sociale et ce avec une grande pérennité. Cette garantie est essentielle.

L'engagement de l'Etat, par un soutien à la personne, en complément des aides existantes, est indispensable, d'autant plus que l'ambition affichée concerne aussi le développement des départs des enfants et adolescents en colonies de vacances.

D'un point de vue éducatif, il y a une complémentarité entre les vacances d'un enfant avec sa famille et en colonie de vacances. Celles-ci sont des lieux d'apprentissage sur les savoirs être, de savoirs non scolaires mais néanmoins indispensables à l'épanouissement des jeunes ainsi que des lieux qui permettent d'acquérir de l'autonomie, et des responsabilités (et ceci est particulièrement le cas de celles et ceux qui avec le BAFA deviennent des animateurs à partir de 17 ans).

Notre courrier concerne donc tous les publics, toutes les formes de vacances. Nous voulons que tous puissent avoir accès à des vacances de qualité avec une alimentation de qualité, la découverte de nos territoires, le plaisir d'une pratique sportive, culturelle.

Nous appelons donc à votre responsabilité pour :

- Renforcer les dispositions fiscales et sociales pour que toutes les entreprises des secteurs privé et public puissent faire bénéficier des Chèques Vacances à tous les salariés et particulièrement ceux avec les plus bas revenus.
- Solliciter la CNAF, la CCMSA, les Caisses de retraites pour le renforcement de leurs politiques d'Action Sociale sur tout le territoire en Métropole et dans les Outres Mers.
- Valoriser le rôle de l'accompagnement quelle que soit sa forme avant le départ et sur les lieux de séjours, pour permettre l'accès aux vacances de celles et ceux qui en sont éloignés, pour des raisons économiques toujours, pour des raisons sociales trop souvent.
- Mettre en œuvre une intervention financière sur le budget de l'Etat.
- Garantir, au travers de son monopole, la sauvegarde et le développement de cet outil de solidarité qu'est l'Agence Nationale pour les Chèques Vacances.

La loi de lutte contre les exclusions date de 1998. Son article 140, indique l'objectif national de l'égal accès de tous, tout au long de la vie, à la culture, à la pratique sportive, aux vacances et aux loisirs. Il inspire toujours nos actions et 3^{ème} alinéa reste d'une grande actualité : « L'Etat, les collectivités territoriales, les organismes de protection sociale, les entreprises et les associations contribuent à la réalisation de cet objectif ».

Nous savons pouvoir compter sur votre écoute et sommes à votre disposition pour travailler sur ces sujets avec tous les acteurs qui souhaitent concourir à cet objectif national.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'assurance de notre respectueuse considération.

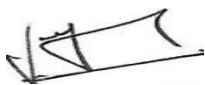
Didier LABOUCHE,
Co président
Fédération Nationale Accueil Paysan



Daniel BRICKS
Président
Destination Partage



Jean-Claude BRODU
Président
La Pacifique



Véronique FAYET
Présidente
Secours Catholique Caritas France



Dominique MACAIRE
Président
Vacances et Familles



Laurent Lanier
Directeur Général
AEC Vacances



Claudie Miller
Présidente
Fédération des Centres Sociaux de France



Alain Villez
Président
Les Petits Frères des Pauvres



Serge MAGNA
Président
Ternélia



Patrick KANNER
Président
Vacances Ouvertes

